

RESTITUTION DE L'ÉVÉNEMENT PARTICIPATIF CITOYEN SUR LA LUTTE CONTRE LA FAIM ORGANISÉE PAR JEAN-LUC BRACONNIER, DÉLEGUE ACTION CONTRE LA FAIM RHÔNE

LE 23 MAI 2019
A L'ECOLE 3A DE LYON DE 18H A 20H SUR LE THEME « BRISER LE CERCLE ENTRE
FAIM ET CONFLIT »

DÉROULEMENT GÉNÉRAL

Nombre de personnes présentes

- 16 participants
- 3 organisateur.rices
- 1 intervenant:
 - Michael Siegel

Rappel du programme de la consultation

Nom des intervenants et ordre d'intervention

1. Présentation de l'objectif de la séance, de la structure et des animateurs : *Jean-Luc Braconnier - délégué Action contre la Faim Rhône*
2. Présentation du G7 et de ses enjeux – *Michael Siegel*
3. Pourquoi parler de l'eau alors qu'on s'appelle Action contre la Faim ? Liens eau et conflits - *Michael Siegel*
4. Questions/Réponses - *Michael Siegel*
5. Débats (*pas de sous-groupe*) – *Michael Siegel*

6. Restitution et discussion – *Michael Siegel*
7. Conclusion – *Jean-Luc Braconnier*

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Q : question / R : réponse / I : intervention

Résumés des interventions des expert.es

I : Introduction

Pourquoi parler de l'eau alors qu'on s'appelle Action contre la Faim ?

- 50% de la malnutrition infantile est due à une eau insalubre, un assainissement inadéquat et à une mauvaise hygiène.
- Chaque année, Action contre la Faim, fournit une aide en eau, hygiène et assainissement à plus de 6 millions de personnes dans 40 pays.

Exemples : dans la région du Lac Tchad et en Jordanie

Des besoins considérables en EAH suite aux conflits

Du fait de la multiplication par deux des crises humanitaires ces 10 dernières années, ce sont près de 80 millions de personnes réfugiées, déplacées ou affectées qui sont aujourd'hui privées d'accès à l'eau potable – soit l'équivalent de la population de l'Allemagne.

Exemples : au Soudan du Sud et en République centrafricaine

Faute de maintenance, les réseaux d'eau des zones affectées par les conflits ne sont pas en mesure de répondre à l'afflux massif de réfugiés et de déplacés. Or en privilégiant des solutions à court-terme et couteuses comme la livraison d'eau par camions, les bailleurs ne permettent pas aux populations vulnérables d'avoir durablement accès à l'eau.

Exemples : en Ouganda et en Jordanie

Cela a de graves conséquences sur la santé des populations en favorisant la propagation de maladies hydriques (choléra, Ebola etc.) et en affaiblissant leur état nutritionnel.

Exemples : au Yémen et à Gaza

Des financements insuffisants pour faire face à la crise

- Sur 1,3 milliards d'euros requis en 2018, les bailleurs de fonds ont mobilisé seulement 554 millions d'euros.
- Seulement 42% des besoins en eau des populations affectées par les crises humanitaires ont été satisfaits par les bailleurs de fonds en 2018.
- Selon l'OCDE, la France ne dédie aujourd'hui qu'1,25% de son aide publique au développement à l'assistance humanitaire.

Exemples : au Bangladesh, au Tchad, en RCA, en République Démocratique du Congo, au Soudan du Sud, au Nigeria

Une réponse politisée contre-productive

La politisation de l'aide par les autorités nationales peut nuire à la durabilité de l'aide en freinant la transition des actions d'urgence (water-trucking) vers des actions de résilience (réhabilitation des réseaux d'adduction d'eau).

Exemple : au Liban

Par ailleurs, les mesures anti-terroristes :

- Des bailleurs de fonds peuvent freiner la mise en œuvre de projets WASH de long-terme.
- Des autorités nationales pour lutter contre le « terrorisme » et les migrations au Sahel peuvent éventuellement **restreindre l'accès des populations civiles aux ressources en eau**.
- Peuvent également **restreindre la capacité de la société civile à jouer son rôle de contre-pouvoir démocratique** et à réclamer des comptes sur le soutien aux services publics comme la WASH auprès des décideurs nationaux.

Exemple : en Syrie, à Gaza, en Somalie, au Niger,

Détournement de l'aide pour la WASH au profit d'activités sécuritaires

Instrumentalisation de l'aide WASH au service d'enjeux géopolitiques

Un droit international bafoué

- Le déni d'accès humanitaire pour les acteurs de l'eau
- La destruction d'infrastructures en eau et contamination de sources d'eau
- Le détournement de l'approvisionnement en eau

Ne pas hésiter à ajouter les questions posées pendant la présentation en plénière ainsi que les réponses

- Etat des lieux de l'accès aux systèmes WASH aujourd'hui dans le monde
- Conséquences sur les populations
- Impacts sur les conflits
- Implication financière des bailleurs / aide au développement

DÉBAT SUR LES PROPOSITIONS

Recueil d'idées

Constats, points de convergences globaux, liste des 5 recommandations principales

Liste des recommandations sélectionnées :

- Création d'un fond bleu flexible et multi-annuel (sur le même principe que le fond vert pour le climat)
- Implication des autorités locales
- Flécher les investissements réalisés en matière d'aide au développement pour une meilleure répartition
- Sensibiliser les autorités locales et les groupes armés sur le manque d'accès aux zones de conflits par les humanitaires
- Criminaliser le refus d'accès humanitaire (CPI)
- Impliquer davantage les diasporas dans le financement du développement
- Soutenir l'agenda localisation pour autonomiser les partenaires locaux